



**Envoi par courriel**

Montréal, le 8 octobre 2019

Emily Dwyer  
Coordonnatrice,  
Réseau canadien sur la reddition de compte des entreprises (RCRCE)  
[edwyer@cnca-rcrce.ca](mailto:edwyer@cnca-rcrce.ca)

Madame,

Vous trouverez, ci-joint, les réponses au questionnaire que vous nous avez fait parvenir dans le cadre des élections fédérales 2019. Nous espérons que les réponses fournies vous permettront de mieux comprendre notre action politique.

Vous trouverez plus de détails concernant nos politiques sur notre site web :  
<http://www.blocquebécois.org/>

Nous vous prions, Madame, d'agréer l'expression de nos sentiments distingués.

L'équipe 2019 du Bloc Québécois  
3750, Crémazie Est, 4e étage  
Montréal (Québec)  
H2A 1B4

**Votre parti soutiendra-t-il une législation complète et obligatoire sur la diligence raisonnable en matière de droits de la personne? Une telle législation oblige les entreprises à identifier, prévenir et atténuer les violations des droits de la personne et tient les entreprises responsables lorsqu'elles causent des torts dans le cadre de leurs activités mondiales (filiales et chaînes d'approvisionnement).**

*Oui. Dans le projet de loi C-438 du BQ de la 40<sup>e</sup> législature, en cas de violation grave, nous donnions au gouvernement le pouvoir d'empêcher carrément une entreprise de poursuivre ses activités, par un amendement à la Loi sur les mesures économiques spéciales. Après enquête de la commission, une entreprise fautive n'aurait droit à aucun soutien fédéral sous quelque forme que ce soit, y compris de sociétés de la couronne comme EDC.*

**Allez-vous reconnaître l'indépendance de l'Ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises (OCRE) et lui accorder le pouvoir de contraindre des documents et des témoignages afin qu'il puisse enquêter efficacement sur les allégations de violation des droits de la personne liées à des sociétés canadiennes opérant à l'étranger?**

*Oui.*

**Allez-vous imposer une obligation de diligence raisonnable efficace et transparente aux ambassades canadiennes et à Exportation et développement Canada afin d'empêcher ces agences publiques de soutenir, financer et assurer des activités commerciales liées à des violations des droits de la personne?**

*Oui.*